



PREFET DU VAR

PREFECTURE
CABINET DU PREFET
DIRECTION DES SECURITES

**ARRETE TEMPORAIRE REGLEMENTANT LE TRANSPORT ET LE PORT SUR LA VOIE PUBLIQUE
D'EQUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION DES VOIES RESPIRATOIRES
DANS LES COMMUNES DU DEPARTEMENT DU VAR**

Le préfet du Var
Officier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, préfet du Var ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'ordre, la sécurité et la salubrité publics ;

Considérant les graves troubles à l'ordre public, les dégradations et les violences constatées lors des manifestations à Toulon les samedis 5, 12, 19, 26 janvier et 2 février 2019 ;

Considérant que la manifestation du 9 février a été caractérisée par de fortes tensions entre les manifestants, dont le cortège s'est scindé à plusieurs reprises ; que le face-à-face entre les forces de l'ordre et un groupe de manifestants n'a pas débouché sur des affrontements en raison de la dispersion rapide du groupe numériquement le plus important de manifestants, exposant de ce fait les manifestants les plus déterminés à se retrouver seuls face aux forces de police ; que ces derniers ont alors cherché dans d'autres endroits de la ville de Toulon des terrains d'affrontement avec les forces de l'ordre ;

Considérant que les appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux visent les villes de Toulon et de la Seyne sur Mer où, lors d'une action de blocage du port de commerce mis en place par des gilets jaunes en décembre 2019, des affrontements importants avaient eu lieu entre les employés du port et les manifestants ;

Considérant que ces mêmes réseaux sociaux évoquent la confection de projectiles explosifs et font état de la volonté de certaines personnes d'être présentes armées aux manifestations ;

Considérant que le 2 février 2019, des manifestants ont eu recours à des articles pyrotechniques contre les forces de l'ordre, et qu'un tir a également touché un appartement ;

Considérant que pour prévenir, durant la période du 16 au 17 février 2019 dans le cadre ou en marge du mouvement des gilets jaunes, ou de tout mouvement revendicatif, tout incident ou trouble à l'ordre public occasionné par les personnes utilisant des équipements individuels de protection des voies respiratoires ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

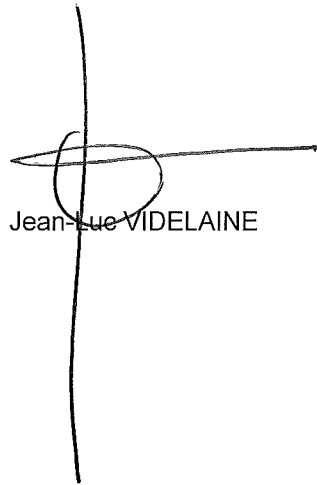
ARTICLE 1 : Le port et le transport d'équipements individuels de protection des voies respiratoires sont interdits sur la voie publique sur le territoire de l'ensemble des communes du Var du samedi 16 février 2019 à 8 heures au dimanche 17 février à 18 heures.

ARTICLE 2 : Par dérogation à l'article 1, les masques de protection papier à destination professionnelle, à usage sanitaire et médical, demeurent autorisés durant cette période.

ARTICLE 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
Des contrôles aléatoires seront organisés et multipliés pendant cette période par les services de police et de gendarmerie nationales.

ARTICLE 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet, le sous-préfet de l'arrondissement de Draguignan, le sous-préfet de l'arrondissement de Brignoles, le directeur départemental de la sécurité publique du Var, le commandant du groupement de gendarmerie du Var, les maires du département du Var, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 14 février 2019



Jean-Luc VIDELAINE

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa parution :

- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du préfet du Var ou recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur)*
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr*